

Déclaration

Non à la répression au Mexique ! - Une réforme du travail contre l'emploi, les droits syndicaux, le personnel de l'enseignement

mercredi 22 juin 2016, par [Quatrième Internationale](#) (Date de rédaction antérieure : 20 juin 2016).

Depuis que le gouvernement mexicain a fait approuver par le Congrès une prétendue « réforme éducative », en réalité une réforme du travail qui s'en prend au droit du maintien de l'emploi et d'organisation syndicale, la résistance des travailleurs de l'enseignement au Mexique s'est poursuivie.

Le gouvernement de Peña Nieto a essayé de briser de diverses manières la résistance des travailleurs de l'éducation, en particulier des enseignants et professeurs du primaire. Il a voulu forcer les enseignants à se soumettre à un examen d'évaluation qui est dans les faits punitif, car il a pour but de licencier ceux qui seraient supposés ne pas le réussir. Ce test obéit aux critères mercantiles en ligne avec la logique de privatisation que les gouvernements néolibéraux développent dans tous les domaines au Mexique. Ainsi, l'évaluation fait valoir des critères ne tenant pas compte des particularités régionales et culturelles du pays, visant à normaliser l'enseignement en éliminant ces particularités. Par exemple, il vise les enseignants indigènes qui, en plus de l'espagnol, parlent une autre langue s'il s'agit d'une langue indigène et non de l'anglais. Une telle normalisation discriminatoire de l'évaluation est un prétexte pour licencier des enseignants.

Le mouvement contre la réforme de l'enseignement a décidé de refuser de tels examens d'évaluation en dépit des menaces de licenciement qui pèsent sur ceux qui ne le passent pas.

Le gouvernement refuse de se réunir et de dialoguer avec le mouvement opposé à cette réforme, préférant la répression ouverte contre les secteurs de plus en plus nombreux de l'enseignement, en particulier regroupés dans la Coordination nationale des travailleurs de l'enseignement (CNTE) dans les États d'Oaxaca, Guerrero, Chiapas et Michoacán. Dans les autres États de la République cette opposition est organisée par d'autres courants syndicaux.

Depuis plusieurs semaines la répression officielle s'est accrue. D'abord ont commencé les licenciements ou la suspension des salaires des milliers de travailleurs qui ne se sont pas présentés à ces examens et qui ont participé à des grèves organisés par les sections syndicales. Plus récemment, des dirigeants syndicaux ont été emprisonnés - et cela concerne non seulement des personnes arrêtés lors de la répression des mobilisations mais également d'autres, pris chez eux à la suite des mandats d'arrêt et déplacés dans des prisons éloignées de leur lieu de résidence. Tel a été le cas du secrétaire général de la section syndicale 22 d'Oaxaca, Ruben Núñez, détenu dans une prison fédérale dans l'État septentrional de Sonora.

Le pire a eu lieu ce week-end, lorsque des milliers de policiers fédéraux ont attaqué des manifestations et des blocages de diverses routes dans l'État d'Oaxaca. Le dimanche 19 juin, au moins 6 protestataires ont été tués et des dizaines ont été blessés ou emprisonnés. Les parents d'élèves et les écoliers ont récemment rejoint le mouvement des enseignants en lutte. La répression de cette fin de semaine visait donc non seulement les travailleurs de l'éducation, mais tous les

secteurs populaires organisés, en particulier les parents soutenant les enseignants de leurs enfants.

La situation s'aggrave, car au cours des heures qui ont suivi la répression s'est étendue à d'autres régions du pays. Même à Mexico ceux qui ont participé ce lundi 20 juin à un rassemblement de solidarité avec Oaxaca ont été attaqués par la police.

Il est urgent de stopper la répression et de soutenir la lutte des enseignants au Mexique contre la soi-disant réforme de l'éducation. Le gouvernement parle d'accepter le dialogue avec le mouvement si ce dernier accepte la « réforme », ce qui est absurde, car les enseignants veulent justement discuter de leur opposition à cette réforme. En réalité, le gouvernement n'envisage pas autre chose que la soumission des enseignants à ses conditions.

La solidarité internationale avec le mouvement des enseignants du Mexique est essentielle en ce moment. Dans la suite de la solidarité manifestée au cours des mois précédents avec le mouvement pour la réapparition des 43 élèves de l'école normale d'Ayotzinapa, qui forme les enseignants des écoles rurales et indigènes. Car ce sont de telles écoles et de tels enseignants qui sont visés par la réforme qui vise à soumettre l'enseignement aux critères d'efficacité capitaliste.

Ce mouvement de solidarité internationale avec les luttes du peuple mexicain doit s'exprimer sous toutes les formes, par des déclarations, des manifestations devant les consulats et les ambassades mexicaines, le refus des visites de Peña Nieto dans d'autres pays. Il faut montrer au monde entier que les enseignants et le peuple mexicain ne sont pas seuls dans cette lutte. Que de partout nous exigeons la fin de la répression au Mexique et la libération des nouveaux prisonniers politiques - les militants et dirigeants syndicaux opposés à la réforme de l'enseignement.

Le 20 juin 2016

Bureau de la IV^e Internationale
